

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1235>



Fins du mois et fin du monde

Pour une candidature citoyenne, pro-climat et antinucléaire, à l'élection présidentielle de 2022

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -
Date de mise en ligne : jeudi 21 janvier 2021

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Citoyennes, citoyens,

Il y a, pour l'humanité et pour chacun de nous, quatre urgences majeures (sans oublier les autres, bien sûr) : l'urgence climatique, l'urgence nucléaire, l'urgence sociale et sanitaire, l'urgence démocratique. De cette dernière dépend la solution de toutes les autres.

C'est pourquoi nous, citoyens, devons nous approprier les élections présidentielle et législatives de 2022. Tranquillement mais sûrement. En dépit du paradoxe qu'il faille passer par une élection présidentielle pour annuler le *hold up* démocratique que constitue cette élection. Car la démocratie ne consiste pas à élire un chef et des godillots, puis à en subir la houlette et les lubies pendant cinq ans. La vie publique du pays doit donc être prise en mains par la société civile elle-même. Les partis politiques peuvent, certes, concourir à l'expression démocratique, mais ils doivent subordonner leurs intérêts et ceux de leurs chefs à l'intérêt général. La *vox populi*, souvent plus sensée que l'élite et évidemment plus soucieuse du bien commun que les lobbies, doit être entendue et respectée. C'est essentiel ! Pourtant, en 1993 Philippe Séguin, alors président de l'Assemblée nationale, notait déjà : « C'est un divorce grandissant que l'on observe entre les citoyens et ceux qui ont pour mission de les représenter. (...) La Chambre n'est plus qu'une antichambre... » Depuis, l'écart est devenu un gouffre, et la démocratie, déjà bien mal en point, peau de chagrin.

Le domaine nucléaire, militaire et civil, offre l'un des exemples les plus flagrants de cette imposture démocratique. Le développement de la prétendue "force de dissuasion" n'a jamais fait l'objet d'aucune consultation, et le référendum que le général de Gaulle envisagea de tenir sur ce sujet en 1962 n'eut pas lieu. De sorte que nous continuons à financer par nos impôts une politique absurde et criminelle, sans avoir jamais pu dire notre mot. Il en va de même pour le nucléaire civil. En 1971, nous étions plusieurs milliers à marcher dans la plaine du Rhin pour nous élever contre l'ouverture du chantier de Fessenheim. Mais la centrale fut construite et la France fut vouée sans la moindre consultation au "tout-nucléaire", nous-mêmes au risque de catastrophe, et nos descendants à la tâche effarante de gérer des déchets radioactifs pour des milliers d'années.

Pour mesurer la gravité du problème, un rappel historique s'impose. En janvier 1986, avant même la catastrophe de Tchernobyl, Mikhaïl Gorbatchev proclama : « Plus aucune arme nucléaire d'ici l'an 2000 ! ». C'était un événement considérable, qui déboucha en décembre 1987 sur le traité de Washington éliminant d'Europe les Forces Nucléaires Intermédiaires (les missiles SS20 soviétiques et Pershing-2 américains), puis, deux ans plus tard, sur la chute du mur de Berlin. Pas moins ! Cet appel surprenant changea l'air du temps et le cours de l'histoire. Et accessoirement, le cours de ma vie, "Gorby" m'ayant fait comprendre que les armes nucléaires représentaient la pire menace pour l'humanité, celle que nous devons absolument éliminer si nous voulons survivre et relever ensemble les nombreux autres défis auxquels nous avons à faire face. Dont aujourd'hui, bien sûr, le défi climatique, qui aggrave encore le risque nucléaire, comme le souligne le *Bulletin des savants atomistes*.

En 1996, des amis et moi avons fondé l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) qui, en octobre 2001, me donna pour mandat de défendre la sortie du nucléaire militaire et civil dans la campagne présidentielle de 2002. Je fus l'un des premiers "petits candidats" déclarés. Mais pour jouer dans la "cour des grands", accéder au premier tour de l'élection présidentielle et aux médias, il fallait obtenir 500 "parrainages". Je faillis les avoir : il m'en manqua à peine plus de 490... A l'époque il est vrai, après l'arrêt miraculeux à nos frontières du "nuage de Tchernobyl", après la fin de la Guerre froide, et après le 11 septembre 2001 - parfaite démonstration de l'inutilité de la soi-disant "dissuasion nucléaire" - le danger nucléaire était devenu le dernier souci des médias, de l'opinion publique et par conséquent, des élus. Pourquoi auraient-ils "parrainé" un candidat partisan d'éliminer un danger à ce point négligeable ?

Dix ans plus tard, en 2012, après bien des démarches vaines envers les candidats -de toute taille- à la présidentielle,

en particulier envers François Hollande resté sourd et muet, j'entamai le 15 mai, jour où l'heureux élu accédait au bouton nucléaire, un jeûne à durée non limitée pour être reçu par lui et lui demander d'organiser un référendum sur cette question. 42 jours plus tard, avec un ami qui m'avait rejoint dans la grève de la faim le 1er juin, nous fûmes refoulés par la police à 50m de l'Élysée, malgré une promesse d'entrevue transmise l'avant-veille par la préfecture de Charente-Maritime. Nous arrê tâmes notre jeûne, sans pour autant capituler. Un jeûne tournant national prit la suite. Plus tard, début 2016, ACDN lança sur ce sujet, avec une douzaine de députés et pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, une procédure de référendum d'initiative partagée (RIP). Les élections de 2017 l'interrompirent aux deux-tiers de sa première étape, alors que nous avions recueilli 126 signatures de parlementaires sur 185 requises (1/5 du Parlement).

Après l'élection d'Emmanuel Macron, nous avons relancé en mai 2018 une proposition de RIP sur la question : « *Approuvez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives et engage avec l'ensemble des Etats concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?* » Le processus est toujours en cours. Début 2021, cinquante députés et sénateurs (appartenant à 14 groupes politiques différents) ont cosigné la Proposition de Loi - un peu plus de 5% du Parlement. A eux seuls ils représentent 85 % des Français, qui répondent OUI à la question et veulent qu'on la leur pose (IFOP)... Honneur à ces rares démocrates humanistes, mais honte au Parlement, en pleine faillite représentative.

La question posée ne fait pourtant que demander à la France de tenir l'engagement qu'elle a pris en 1992 quand elle a rejoint le Traité de Non-Prolifération (TNP), et de respecter ainsi la déclaration des Droits de l'Homme... et sa propre Constitution ! Hélas, « *pas de nucléaire civil sans nucléaire militaire. Pas de nucléaire militaire sans nucléaire civil* » : tel est l'aveu et l'une des rares vérités émises par Emmanuel Macron dans son discours du Creusot à Framatome, le 8 décembre 2020. Il y manque le corollaire : *avec le nucléaire civil et militaire, pas de démocratie, juste un président-terroriste d'Etat, capable de liquider des millions d'êtres humains sans avoir à rendre de compte à personne.* Et donc naturellement porté à agir dans bien d'autres domaines avec un autoritarisme jupitérien, mal camouflé sous quelques roublardises pseudo-démocratiques.

Alors que faire ? Laisser le réchauffement climatique, la mondialisation capitaliste et les conflits géopolitiques provoquer l'apocalypse nucléaire, dont à ce jour nous ne sommes qu'à 100 secondes, selon le *Bulletin des savants atomistes* ? Baisser les bras ? "Après moi le déluge de feu" ?

Non ! « L'issue n'est pas fatale. » C'est en tout cas le sentiment que partagent de nombreux "pessimistes actifs" de tous âges, dont je suis. Chacun de nous peut s'associer aux autres pour agir en ce sens. Mais pour libérer la créativité, vaincre les injustices, éradiquer la misère, préserver la planète et prendre en mains notre destin, il faut mettre un terme au présidentielisme exacerbé qui nous bloque et nous enferme dans une société jacobine, hypercentralisée. *Il faut faire sauter le verrou présidentiel.* Il faut que dans la course des "présidentiabiles" à la toute-puissance, des voix s'élèvent pour dénoncer la spoliation démocratique que cette course implique. Ve République oblige, il faut qu'elles se trouvent un candidat qui fasse entendre cette exigence et soit en outre capable, si par extraordinaire les électeurs le portaient aux manettes, de travailler à réduire son propre pouvoir dans ce qu'il a d'antidémocratique et d'inhumain, par exemple en convoquant des négociations pour abolir les armes nucléaires mais encore, pourquoi pas, des Etats généraux pour une nouvelle constitution !

Pour ma part, quoique révolté par les malheurs de tant d'êtres humains, par l'horreur des "guerres ordinaires" qu'entretiennent les marchands d'armes, France comprise, et par les risques de crime nucléaire - tant civil que militaire -, je ne crois pas être en mesure de jouer ce rôle. Mais nous devrions pouvoir trouver dans la société civile un ou une candidate qui soit capable d'introduire au coeur de la prochaine campagne électorale l'exigence vitale d'un monde sans armes ni centrales nucléaires ; d'aider la jeunesse mobilisée pour le climat à faire prévaloir son combat ; d'aider le monde associatif et le peuple français à imposer leurs refus résolus de l'injustice économique, sociale, fiscale, de l'autoritarisme, de l'arbitraire, et du dépeçage des services publics. *Une véritable mutation* écologique,

sociale, démocratique et humaniste, est indispensable, mais elle restera strictement impossible tant que notre pays placera la Bombe en tête de ses priorités.

Depuis le début du XXI^e siècle, la situation générale en France et dans le monde n'a cessé d'empirer, en tout cas jusqu'à la récente élection de Joe Biden aux Etats-Unis, qui pourrait éloigner de minuit, au moins un peu, la grande aiguille de *l'Horloge de l'Apocalypse*. Cette dégradation était déjà là, prévue et prévisible, il y a dix ans. Elle était décrite dans le Préambule aux *Etats Généraux pour un monde vivable*, qui se réunirent à Saintes en octobre 2011 à l'appel de 6 associations, dont ACDN. L'ayant rédigé et ne trouvant rien à y retrancher ni à y ajouter (il y était déjà question des pandémies...), je le fais mien *in extenso*, et ACDN fait sienne la [Charte pour un monde vivable](#) issue de ces Etats Généraux, élaborée collectivement en quatre jours par 150 personnes, puis actualisée en 2019 avec un groupe de Gilets Jaunes saintais sous le nom de [Charte pour une France et un monde humains](#). C'est ce programme-là, ou du moins cette Charte d'exigences encore améliorables, que nous aimerions populariser et porter avec d'autres forces démocratiques dans les campagnes présidentielle et législatives de 2022, en "labellisant" les candidats qui la partageront.

« Une France libre, juste et fraternelle, dans un monde plus humain », comme dit la Charte, un monde libéré des menaces climatiques, pandémiques, faméliques et nucléaires, un monde écologique, équitable et solidaire, c'est encore possible si l'on est nombreux à s'y mettre, à se retrousser les manches, et à débarrasser la France de sa camisole présidentielle. [Le temps est venu d'un monde pacifique, moins militarisé, démocratique et convivial](#). Pas trop chaud, mais chaleureux ! Pour nos enfants et nos petits-enfants.

La Rochelle et Saintes, les 20 et 21 janvier 2021

Jean-Marie Matagne

Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

Docteur en Philosophie